

# CHANGEMENT CLIMATIQUE

## 1. Le changement climatique est un fait

XX<sup>ième</sup> siècle : + 0,6 °C et + 10-20 cm des niveaux des mers

Recul de la plupart des glaciers

Violences des cyclones Atlantique Nord

Cause physique :

augmentation de la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère

dont gaz carbonique = CO<sub>2</sub> et méthane = CH<sub>4</sub>

hausse très rapide due aux activités humaines (voir « effet de serre ») **DIA 3 et 4**

## 2. Basculement brutal, irréversible à l'échelle humaine des temps

Trois types d'activités sont responsables :

- (1) déforestation, transformation des prairies en terres de cultures, assèchement des zones humides, mauvaises pratiques culturales (engrais nitrés artificiels)
- (2) combustion de combustibles fossiles (voir « cycle du carbone ») **DIA 5**
- (3) émission de gaz inconnus dans la nature (gaz fluorés)

La quantité émise est près de deux fois supérieure à la capacité absorption naturelle (voir schéma) : **DIA 6**

- **effets** seront durable pendant près de **1000 ans même si stabilisation immédiate**
- risque d'emballement (calottes glaciaires, pergélisols ou permafrost et fond des océans : méthane)
- 

Attendre l'épuisement des stocks de combustibles fossiles n'est pas une option !

## 3. La cause : « activité humaine » ?

Non, activité depuis LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE CAPITALISTE. **DIA 8**

Logique capitaliste productiviste d'accumulation, avec comme centre de gravité, les métropoles impérialistes.

Révolution industrielle : basée sur le charbon

**DIA 9 /11**

- possibilités des énergies **renouvelables écartées** : photovoltaïque découvert en 1839 est écarté, installations solaires passives écartées début XXe siècle
- choix pour le **moteur à explosion**, le pétrole, la production de masse des automobiles et le déclin des transports fluviaux, ferroviaires en faveur du camion et de l'avion
- développement du **nucléaire** d'abord militaire et ensuite civil au détriment des recherches sur les renouvelables et l'efficacité énergétique

### Pourquoi ?

*« Le rôle clé du pétrole, en tant que source abondante et bon marché de carburant liquide à haut contenu énergétique, a permis aux capitaux de plus en plus concentrés et centralisés qui contrôlent ce secteur d'occuper une position stratégique à la fois sur le plan économique que sur le plan politique.*

*Ensemble avec les producteurs de charbon, les électriciens et les grands secteurs dépendants du pétrole (automobile, chantiers navals, aéronautique, pétrochimie), les multinationales pétrolières ont empêché l'utilisation de ressources énergétiques, de technologies et de schémas de distribution alternatifs, tout en poussant à la surconsommation et en limitant les progrès de l'efficacité énergétique, tant au niveau des systèmes que des produits. »*

(rappel : exposé G. Achcar)

Après la deuxième guerre mondiale : des millions d'automobiles individuelles, « trente glorieuses », explosion de l'utilisation des combustibles fossiles et donc des émissions.

### 4. Responsabilité du socialisme « réel »

Dégénérescence bureaucratique : gaspillage, primes d'intéressement matériel des directeurs, étouffement potentiel créatif, absence de démocratie pour exprimer les besoins réels des masses, volonté de « singer » le capitalisme aussi bien par ses choix productifs, technologiques que de consommation ; projets irréels d'agriculture polluante, Mer d'Aral, Tchernobyl, etc. ...

Juste avant la chute du Mur, émissions de CO<sub>2</sub> par habitant par an :

Tchécoslovaquie : 20,7

RDA : 22

USA : 18,9

Canada : 16,2

Australie : 15

### 5. Conséquences catastrophiques

**DIA 14**

- sécheresses et inondations:

+1°C à 5°C : sécheresses zones (sub)tropicales

+ 2°C : inondations zones côtières

+3°C : perte de ca 30% des zones humides côtières

- diminutions des récoltes :

+1°C : pertes de productivité zones tropicales

+3,5°C : perte de productivité pour toutes céréales dans tous les climats

- systèmes de santé :

malnutrition, diarrhée, malaria, canicules, pollution de l'air, asthme

- biodiversité et capacité d'adaptation des écosystèmes

A partir de +2,5°C, 15% à 40% des écosystèmes terrestres émettront plus de CO<sub>2</sub> qu'ils n'en absorbent.

A partir de +3,5°C par rapport à la période pré-industrielle :  
 inondations côtières = 100 à 150 millions de victimes  
 famines = 600 millions  
 malaria = 300 millions  
 pénurie d'eau = 3,5 milliards

#### 6. Le lourd tribut des peuples du Sud

Pour la période 2000-2004 : 262 millions de victimes de catastrophes climatiques (près de trois fois plus qu'entre 1980 et 1984)  
 C'est-à-dire 1 personne sur 19 dans les pays en développement et 1 personne sur 1500 (79 fois moins) dans les pays de l'OCDE !!

Objectifs du Millénaire ne seront pas réalisés  
 Montée de l'insécurité alimentaire  
 Dépendance renforcée de l'agrobusiness

#### 7. Travailleurs et pauvres des pays développés

**DIA 22 !!**

Katrina : leçon terrible du capitalisme à l'intérieur des USA  
 75% de la population dans les quartiers inondés étaient des noirs  
 L'état avait diminué fortement l'argent pour entretenir les digues à partir de 2003  
 La reconstruction chasse les pauvres durablement de la ville

#### 8. L'urgence est maximale

Selon le GIEC :

Si les tendances actuelles continuent : entre +1,1°C et +6,4°C par rapport à 1990  
 La hausse observée entre 1990 et 2006 : dans la partie haute de ces projections !

On risque d'être confronté à une hausse de +4,5°C par rapport à la fin du XVIIIe siècle.  
 Ceci représente un changement de nos conditions de vies similaires à ce qui nous sépare de la dernière glaciation il y a 20 000 ans mais à la vitesse inimaginable de 250 ans.

**DIA 15**

L'objectif de l'U.E. était d'un maximum de +2°C mais il faut revoir cet objectif à la baisse, le seuil de dangerosité est maintenant estimé à un réchauffement de +1,7°C.

La température a déjà augmenté de +0,7°C depuis la période pré-industrielle et une hausse de 0,6°C est dans le « pipe-line ».

Les GES restent longtemps dans l'atmosphère (150 ans pour le CO<sub>2</sub>) DONC pour stabiliser la température, il ne suffit pas de stabiliser les émissions de GES mais il faut les réduire.

Le rapport de 2007 estime qu'il faut stabiliser la concentration du CO<sub>2</sub> à 350 à 400 ppm ce qui implique

- réduire les émissions globales de 50% à 80% d'ici 2050

- les émissions doivent commencer à décliner à partir de 2015

Les pays développés : responsables à plus de 70% du changement climatique car ils brûlent des combustibles fossiles depuis 200 ans.

Diminuer de 80% à 95% d'ici 2050 en passant par une réduction de 25% à 40% d'ici 2020.

Les pays dominés diminuent leurs émissions à partir de 2020 (2050 pour l'Afrique)

Ceci signifie l'abandon quasi total de l'usage des combustibles fossiles, à réaliser en moins d'un siècle, ce qui signifie une mutation socio-économique profonde.

9. Critique des estimations conservatrices du GIEC voir p. 9 et 10

### 10. Stratégies et priorités

Stratégie structurelle, seule valable = réduction des émissions à la source !

- protection des forêts existantes est un moyen de ne pas aggraver le changement climatique, une forêt mature n'absorbe plus de CO<sub>2</sub> et à partir d'un certain seuil, les forêts deviendront des émetteurs nets de carbone, étendre la surface boisée connaîtra des limites
- capture et séquestration du carbone permet de parler de charbon « blanc », fuite en avant

### 11. Baisse absolue de la consommation d'énergie et passage aux renouvelables

Les deux leviers sont : le remplacement du pétrole par les renouvelables ET la réduction de la consommation énergétique.

Solaire : 7 à 10 fois les besoins de la consommation mondiale

Décarbonisation totale sans nucléaire et sans recul social est possible.

Transition vers renouvelables implique la construction d'un nouveau système énergétique international décentralisé, diversifié, économe, efficace, basé uniquement sur le potentiel solaire.

Les émissions supplémentaires générées par la transition, impliquent impérativement une réduction draconienne de la consommation d'énergie dans les pays les plus « énergivores ».

### 12. Consommation d'énergie et progrès social

Habitant USA consomme le double en tonne d'équivalent de pétrole qu'un suisse. Potentiel de réductions est consciemment ignoré ou sous-estimé: capitalisme est structurellement une société de gaspillage : surproduction et surconsommation, productions inutiles et nuisibles, production séparée de chaleur et d'électricité, hypertrophie du transport, délocalisations, frénésie de consommation matérielle des

riches (yachts !), compensation du mal-être social de masse par consommation compulsive,....

Diviser le besoin d'énergie par deux dans l'Union Européenne et au Japon et par quatre aux Etats-Unis est techniquement réalisable.

**Cela dépend des choix politiques.**

### 13. Les peuples du Sud et technologies propres

Il n'est plus possible de sauver le climat sans la participation du Sud.

Surtout les pays émergents

Déviations de 15% à 30% du « business as usual »

Comment ? Protection des forêts et hausse de l'efficacité

*« La concrétisation du droit fondamental au développement social et économique nécessite impérativement la mise en œuvre de technologies propres, afin que ces pays puissent sauter par-dessus le schéma économique basé sur les combustibles fossiles. »*

### 14. Les enjeux pour le Sud

Nécessité d'atténuation et d'adaptation parce que les effets sont désormais inévitables !

-adaptation : infrastructures (digues, bassins d'orage, ...)

-accroissement des moyens en cas de catastrophe

Gestion des ressources en eau, agriculture, aménagement du territoire, sylviculture, santé publique, etc.

Les pays développés ont une responsabilité majeure

Ils doivent payer les frais d'adaptation dans les pays en développement

PNUD : 86 milliards par an à partir de 2015

Importance de suppression de la pauvreté et de la réduction des inégalités sociales

### 15. Population et climat

**DIA 16**

Six milliards : diviser émissions par deux, arriver à 0,5 tonnes de C par an

Neuf milliards : environ 0,25 tonnes par an

(voir graphique)

Chiffres globaux trompeurs :

USA avec 5% de la population mondiale, 25% des émissions

Pays développés : entre 8 et 20 fois plus d'émissions par habitant et par an qu'un pays dominé.

La hausse de la population dans les pays dominés a contribué nettement moins que la hausse de consommation dans les pays dominants.

Si les pays dominés avaient bloqué leur population au niveau de 1950 MAIS avec la même consommation des pays développés, le réchauffement serait beaucoup plus grave ! Si les émissions de la part des pays dominants étaient limitées à celles des pays dominés, le réchauffement serait nettement moins grave.

Cela prouve que les néomalthusiens ne veulent pas d'une distribution des richesses !

## LA RÉPONSE CAPITALISTE

### 16. Lobbies capitalistes

A fait perdre 30 ans dans la lutte pour le climat !

Premiers avertissements : 1957

Observatoire de Mauna Loa (Hawaï) : 1958

Première conférence de l'ONU à Genève : 1979

Constitution du GIAC : 1988

Premier rapport du GIEC : 1990

Premier pas symbolique : Sommet de la Terre à Rio (1992) avec principe des « responsabilités communes mais différenciées » et le vœu de diminuer les émissions

Traité de Kyoto : 1997 contraignant

Les lobbys : secteurs USA le plus liés aux combustibles fossiles ont acheté des scientifiques, gagné une influence hégémonique sur les représentants politiques américains

Rappel : le lobby de l'amiante dont les dangers étaient connus depuis le début du XXe siècle et le lobby des cigarettes dont les dangers sont prouvés depuis les années 1950.

### 17. Marché du carbone, injustice sociale et climatique

**DIA 17**

Kyoto (1997) : les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions de 5,2% (par rapport à 1990) dans la période 2008-2012

Ceci est totalement insuffisant :

- chiffres proposés par le GIEC (entre 25% et 40% en 2020 et de 80% à 95% d'ici 2050)
- réductions structurelles mise sur le même pied que l'absorption par les forêts
- émissions transport aérien et maritime (2%) exclus !

Quotas d'émission assouplis par :

- mécanisme de Développement Propre (MDP)
- mise en œuvre conjointe (MOC)
- commerce du droit d'émission (EMT, emission trading system)

EMT : le commerce des droits permet aux entreprises qui dépassent leurs objectifs de réduction, de vendre des droits d'émission des tonnes de carbone correspondantes !

Le MDP (et la MOC) permet aux pays développés de remplacer une partie de leurs efforts à réaliser par des investissements réduisant les émissions dans les pays du Sud (et de l'Est). Voir article Seraing Arcelor-Mittal

#### Conclusion

On prétend sauver le climat par des mécanismes du marché capitaliste (marché du carbone pour échanger les droits et les crédits d'émission).

Aucun effort de réduction structurelle.

Plus de 50% des crédits du MDP ne correspondent même à aucune réduction réelle des émissions.

Les objectifs de réduction (cap) sont fixés en fonction des impératifs de rentabilités des groupes, les plus grands pollueurs se renforcent en réalisant des superprofits, qu'ils ne sont même pas tenus d'investir dans les technologies propres.

p.17

La privatisation et la marchandisation du droit d'émettre du carbone ainsi que l'appropriation des écosystèmes capables d'en absorber constituent une prise de contrôle capitaliste sur le cycle du carbone terrestre, donc une appropriation potentielle globale de la biosphère qui régule ce cycle.

En défense de Kyoto :

- première régulation
- réduction chiffrée avec échéances
- sanctions prévues
- nucléaire n'est pas éligible dans le cadre du MDP

### 18. Concurrence inter-capitaliste et contrainte de réponse globale

Europe et Japon : plus de pressions pour acquérir une plus grande indépendance du pétrole, veulent avantages compétitifs : marché du carbone, marché des technologies vertes, marché du nucléaire.

Tournant Obama : voir texte de lecture

Classes dominantes des pays émergents : Chine, Brésil, Afrique du Sud, Mexique et (Inde) les bourgeoisies nationales ont commencé à affirmer leur droit au développement national en rejetant la responsabilité de la crise climatique sur les pays développés. Mais, position intenable vu grande inquiétude populations et pressions de l'impérialisme.

### 19. Politiques capitalistes encore plus libérales

Position du G8 : propose 50% de réduction en 2050 (GIEC : 85%), ne mentionne ni l'objectif de 80% à 95% pour les pays industrialisés, ni les objectifs intermédiaires de 20% à 40 % pour 2020.

Commission Européenne : propose « paquet énergie climat » qui devient de plus en plus symbolique de 20-20-20 : efficacité, renouvelables, économies

Lobby du patronat : gratuité des émissions pour les secteurs « exposés à la concurrence internationale » !!! et externalisation des réductions par les MDP (70% des réductions pourraient être délocalisées vers le Sud)

Position Obama : le patronat fera pression maximale au nom de la compétitivité. Ils essaieront de différer toute réduction des émissions de GES jusqu'en 2029.

Mix alternatif : charbon « propre », agrocarburant, nucléaire et efficacité, puits de carbone, développement maximal d'un marché mondial du carbone, délocalisation maximale des réductions d'émissions.

Délocalisation des réductions : élément clé de la politique impérialiste !

- exportation des agrocarburants produits dans les pays du tiers monde
- crédit de carbone par achat et conservation des forêts, par plantation d'arbres, par technologies renouvelables exportées

La réduction des émissions est subordonnée aux seuls impératifs  
du profit.

L'objectif de hausse du pourcentage d'énergie d'origine  
renouvelable se substitue à celui de la baisse globale des  
émissions de GES.

## 20. Conséquences écologiques et conséquences sociales

- relance du nucléaire : il faudrait construire une centrale par semaine pendant environ 50 ans pour répondre aux besoins énergétique ; dangers ; uranium disponible ; technologie peu efficace (bouillir de l'eau avec réactions de fission pour produire de l'électricité pour bouillir de l'eau !)
- désastre des agrocarburants : contre droit fondamental à l'alimentation, la faim contre rouler en 4x4, nécessité de surfaces de terre énormes, pesticides, engrais, biodiversité, importance de la position de La Via Campesina
- absurdité des recherches de ressources de pétrole extrêmes (bitume, pétrole sous le pôle nord ...)
- capture et séquestration : repousser les limites
- production d'arbres OGM, hybridisations, allergie ...

La réponse capitaliste implique des attaques redoublées contre les salariés, les paysans, les pauvres, les femmes, les communautés indigènes.

- hausse du prix de l'énergie : impact sur pouvoir d'achat (coûts des transports, des biens de consommation, de la nourriture)
- pour les capitalistes : vont essayer de garder leurs profits malgré la hausse des coûts de l'énergie par des attaques contre les salaires, la protection sociale, l'emploi (chantage à l'emploi voire l'exemple de Seraing)

*« Dans les pays dominés, la politique climatique capitaliste donne une nouvelle impulsion à la séparation entre les producteurs et leurs moyens de production traditionnels – en premier lieu la terre – avec pour résultat soit l'exode rural, soit la transformation en ouvriers (sur les plantations d'agrocarburants, dans les*



*champs de pétrole ...), soit leur déplacement vers des zones moins favorables ou la reconversion dans l'industrie touristique.*

*Tous ces cas de figure entraînent une dégradation de l'autonomie et des conditions d'existence – en particulier des femmes, vu leur rôle clé dans la production vivrière – ainsi que des attaques accrues contre les communautés indigènes et leurs droits. »*

## CONSTRUCTION D'UN MOUVEMENT DE LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

### NÉCESSITÉ DE CONSTRUIRE DE FORTS RAPORTS DE FORCE SOCIAUX

- mouvement de masse unitaire coordonné à l'échelle mondiale
- but : contraindre les gouvernements à agir au minimum selon les conclusions du GIEC
- former les équipes militantes sur le sujet dans les différents mouvements sociaux
- construire un maillage de résistances
- actions convergentes sur une plateforme commune
- comités de défense du climat
- fronts ou coalitions pour le climat

### CLIMAT ET JUSTICE SOCIALE

- construire à l'intérieur du mouvement, un courant de gauche
- nous défendons la nécessité d'une lutte combinée en faveur du climat et la justice sociale
- regrouper des éléments de la gauche syndicale, écologiste, altermondialiste, féministe, la gauche des « décroissants », membres de la gauche radicale, scientifiques critiques, etc. ...
- la défense du climat doit prendre une place importante dans les mouvements sociaux : lutte pour la paix, lutte contre la pauvreté, pour le droit au développement et la protection sociale, lutte des femmes, luttes pour l'emploi, luttes pour l'accès à la terre, à l'eau, aux ressources naturelles, lutte contre la mondialisation et la libéralisation des marchés agricoles, lutte pour le droit d'asile, pour les communautés indigènes, lutte contre les privatisations

### RESPONSABILITÉ CENTRALE DE LA GAUCHE SYNDICALE

Les bureaucraties syndicales intègrent les impératifs productivistes et de rentabilité capitaliste ainsi que les outils de la politique climatique dominante : aides publiques aux entreprises « vertes », « fiscalité écologique », MDP, ETM,...

Cette politique risque de rendre le mouvement syndical, en particulier celui des pays développés, coresponsable des catastrophes climatiques et de leurs répercussions sur les pauvres dans les pays pauvres.

La gauche syndicale doit s'emparer du défi climatique, en faire un enjeu central de la lutte pour un changement de cap des organisations des travailleurs.

Ce combat est difficile : il ne passe pas en premier lieu par le développement de nouvelles marchandises et de nouveaux marchés des technologies vertes – donc par une « relance' économique » mais par la lutte prioritaire pour la diminution de la consommation d'énergie, la suppression des productions inutiles ou nocives, la reconversion des travailleurs et travailleuses dans ces secteurs.

Il y a là un obstacle qui illustre le drame de l'enchaînement des salariés au mode de production capitaliste dont ils dépendent pour leur vie quotidienne.

La gauche syndicale doit sortir d'une vision étriquée axée sur la redistribution des richesses pour contester la conception même de la richesse et la manière dont les richesses sont produites, c'est-à-dire le mode de production dans ses fondements. Importance des revendications de réduction radicale du temps de travail avec embauche compensatoire ; importance du concept de contrôle ouvrier, sur les cadences, sur la production, etc.

**DIA 29**

**DIA 30**

**DIA 31**

**DIA 32**